



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/23
9 novembre 2001

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-cinquième réunion
Montréal, 5-7 décembre 2001

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR 2001

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 2 485 822 \$US pour les amendements à son programme de travail pour 2001 et les coûts d'appui aux agences de 323 157 \$US.

2. Les activités proposées dans les amendements au programme de travail du PNUE pour 2001 sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Amendements au programme de travail du PNUE pour 2001

Pays	Activité/projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
I. Projets de renforcement des institutions			
Albanie	Projet de renforcement des institutions	100 000	42 000 (1)
Guatemala	Prorogation du renforcement des institutions	96 000	96 000
Jamaïque	Prorogation du renforcement des institutions	44 000	44 000
Mali	Prorogation du projet de renforcement des institutions	46 667	46 667
Yémen	Prorogation du renforcement des institutions	118 000	118 000
II. Plans de gestion des frigorigènes			
Albanie	Mise en oeuvre du PGF	187 005	Reporté
Chili	Mise en oeuvre du PGF	335 400	(2)
Comores	Mise en oeuvre du PGF	138 000	138 000
RPD de Corée	Préparation d'un projet de PGF	60 000	60 000
Géorgie	Mise en oeuvre du PGF	20 000	(3)
Guatemala	Mise en oeuvre du PGF	231 000	231 000
Guyana	Mise en oeuvre du PGF	65 500	65 500
Togo	Préparation d'un projet de PGF	60 000	60 000
III. Activités non récurrentes :			
Chine	Atelier de sensibilisation pour appuyer la ratification de l'Amendement de Copenhague	100 000	Non recommandé
Chine	Évaluation techno-économique des solutions de remplacement du bromure de méthyle	80 000	Non recommandé
Inde	Plan d'action pour la formation intégrée et les activités ne portant pas sur des investissements connexes pour appuyer l'élimination des SAO dans les PME du secteur des solvants	169 000	Non recommandé
Malaisie	Optimisation des ressources des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux pour les communications sur le bromure de méthyle	25 000	Non recommandé
Philippines	Formation des agents de douanes et autres intervenants importants	170 250	170 250
Mondial	Formulation des stratégies nationales d'élimination et optimisation des ressources (Cambodge, Cap-Vert, Sierra Leone, Somalie)	440 000	200 000
Total partiel :		2 485 822	1 271 417
Coûts d'appui aux agences :		323 157	165 284
Total :		2 808 979	1 436 701

(1) Couvre les coûts de la première année.

(2) Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/33.

(3) Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/38.

I. Projets de renforcement des institutions

a)	Albanie	100 000 \$US
b)	Guatemala	96 000 \$US
c)	Jamaïque	44 000 \$US
d)	Mali	46 667 \$US
e)	Yémen	118 000 \$US

Description des projets

3. La description des projets de renforcement des institutions pour les pays ci-dessus est présentée à l'annexe 1 au présent document.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau I ci-dessus. Le Comité exécutif pourrait aussi vouloir transmettre les commentaires suivants aux gouvernements concernés.

Albanie

5. Le Comité exécutif a examiné l'information présentée dans la demande de renforcement des institutions en Albanie et note avec appréciation que le gouvernement de l'Albanie a pris l'initiative de « geler » la consommation de CFC. Le Comité exécutif reconnaît que l'Albanie a mis de l'avant plusieurs activités qui seront mises en œuvre au cours des deux prochaines années, plus particulièrement la création d'un Centre de l'ozone, la coordination et la surveillance de la mise en œuvre d'un plan national d'élimination et d'un PGF, l'élaboration d'un système de surveillance des importations de SAO, la création d'un système juridique et de réglementation pour gérer les SAO, la création d'un système pour décourager l'utilisation et l'importation de SAO, la communication ou la prestation d'une formation à l'intention des intervenants par différents moyens, et la communication des données demandées aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone. L'Albanie prévoit renforcer ses ressources institutionnelles afin de coordonner et d'administrer efficacement les actions mises de l'avant dans le plan d'élimination national et le PGF de l'Albanie.

Guatemala

6. Le Comité exécutif a examiné l'information présentée pour la prorogation du renforcement des institutions au Guatemala et note avec appréciation que le niveau de consommation de CFC rapporté au Secrétariat de l'ozone par le Guatemala pour 1999 se situe sous le niveau de référence pour le respect de l'échéance pour le CFC et que le Guatemala semble être sur la bonne voie pour respecter l'échéance du CFC. Le Comité exécutif note également que le Guatemala a pris d'importantes mesures pour éliminer sa consommation de SAO, dont la ratification de tous les Amendements au Protocole de Montréal, la mise en œuvre d'un système d'émission de permis, l'achèvement de projets d'investissement dans les secteurs de la réfrigération et des mousses, et la mise en œuvre d'un projet de récupération et de recyclage

dans le secteur des climatiseurs d'automobile. Ces activités ainsi que les autres sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie les efforts faits par le Guatemala pour réduire sa consommation de CFC. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, le Guatemala poursuive la mise en œuvre du PGF, ait terminé la mise en œuvre de son système d'émission de permis pour limiter les importations de SAO aux niveaux permis en vertu du Protocole de Montréal, et maintienne et améliore même ses niveaux de réduction des CFC.

Jamaïque

7. Le Comité exécutif a examiné l'information présentée pour la prorogation du renforcement des institutions en Jamaïque et note avec appréciation que le niveau de consommation de CFC rapporté au Secrétariat de l'ozone par la Jamaïque pour 2000 se situe sous le niveau de référence pour le respect de l'échéance pour le CFC et que la Jamaïque semble être sur la bonne voie pour respecter l'échéance du CFC. Le Comité exécutif note également que la Jamaïque a pris d'importantes mesures pour éliminer sa consommation de SAO, dont la création d'un comité pour préparer la Loi sur l'ozone; l'achèvement de la formation et de l'accréditation des administrateurs; la mise en œuvre d'activités de sensibilisation auxquelles participent également les ONG; la création d'un groupe de travail sur le bromure de méthyle et l'organisation de deux ateliers sur le bromure de méthyle. Ces activités ainsi que les autres sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie les efforts faits par la Jamaïque pour réduire sa consommation de SAO. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, la Jamaïque poursuive la mise en œuvre du PGF, ait terminé la mise en œuvre de son système d'émission de permis pour limiter les importations de SAO aux niveaux permis en vertu du Protocole de Montréal, et maintienne et améliore même ses niveaux de réduction des CFC et autres substances réglementées.

Mali

8. Le Comité exécutif a examiné l'information présentée pour la prorogation du renforcement des institutions au Mali et note avec appréciation que les niveaux de consommation de CFC rapportés au Secrétariat de l'ozone par le Mali pour 1999 et 2000 se situent sous le niveau de référence pour le respect de l'échéance pour le CFC et que le Mali semble être sur la bonne voie pour respecter l'échéance du CFC. Le document de projet du Mali mentionne plusieurs projets importants que le pays a entrepris, dont la ratification des Amendements de Londres, de Copenhague et de Montréal au Protocole de Montréal; la préparation et la mise en œuvre du PGF; la reconversion d'une entreprise dans le secteur des mousses et la préparation d'une législation pour contrôler les importations/exportations et l'utilisation des SAO et de l'équipement à base de SAO. Ces activités ainsi que les autres sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie les efforts faits par le Mali pour réduire sa consommation de SAO. Au cours des deux prochaines années, le Mali prévoit concentrer ses efforts sur l'application de la législation préparée, poursuivre la mise en œuvre des activités du PGF, améliorer son système de collecte des données, resserrer ses liens avec les ONG et les agences gouvernementales, et augmenter ses activités de sensibilisation du public. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Mali ait terminé la mise en œuvre de son système d'émission de permis afin de limiter les importations de SAO aux niveaux permis en vertu du Protocole de Montréal, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC.

Yémen

9. Le Comité exécutif a examiné l'information présentée pour la prorogation du renforcement des institutions au Yémen et note avec appréciation que les niveaux de consommation de CFC rapportés au Secrétariat de l'ozone par le Yémen pour 1999 et 2000 se situent sous le niveau de référence pour le respect de l'échéance pour le CFC et que le Yémen semble être sur la bonne voie pour respecter l'échéance du CFC. Le Comité exécutif note également que le Yémen a pris d'importantes mesures, dont la ratification des Amendements de Londres, de Copenhague et de Montréal au Protocole de Montréal; l'adoption d'un décret pour interdire l'importation d'équipement à base de CFC; la mise en œuvre d'activités de sensibilisation et la mise en œuvre d'un programme d'élimination par le biais de projets dans le secteur des aérosols et la préparation d'un PGF. Ces activités ainsi que les autres sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie les efforts faits par le Yémen pour réduire sa consommation de SAO. Au cours des deux prochaines années, le Yémen prévoit mettre en œuvre son PGF et resserrer sa législation sur les SAO. Bien que ces activités et les autres activités futures du Yémen soient encourageantes, le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Yémen ait terminé la mise en œuvre de son système d'émission de permis pour limiter les importations de SAO aux niveaux permis en vertu du Protocole de Montréal, et maintienne et améliore même ses niveaux de réduction des CFC.

II. Plans de gestion des frigorigènes

Albanie : Mise en oeuvre du PGF (187 005 \$US)

10. Le projet de PGF pour l'Albanie a été reporté en attendant le règlement des divergences de données.

Chili : Mise en œuvre du PGF (335 400 \$US)

11. Les observations et les recommandations du Secrétariat sur les projets ci-dessus se trouvent dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/33.

Comores : Mise en œuvre du PGF (138 000 \$US)

Description du projet

12. La consommation de CFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération est évaluée à 2,7 tonnes PAO en 2000 pour l'entretien d'équipement de réfrigération domestique et commercial de petite envergure (environ 22 000 appareils) et 26 chambres frigorifiques qui utilisent des frigorigènes à base de CFC-12 et de R-502 (16 chambres frigorifiques ont moins de 10 ans). Dix des 26 chambres frigorifiques utilisent des frigorigènes à base de mélanges de HFC.

13. L'équipement de réfrigération est entretenu par 50 techniciens de service répartis dans 20 ateliers sur les trois îles. Environ 20 % de l'ensemble des réfrigérateurs et des congélateurs domestiques sont entretenus chaque année en raison de l'instabilité de l'alimentation électrique et de la corrosion.

14. Des activités préliminaires sur les mesures législatives et de réglementation ont été proposées. Un ordre interministériel sur la réglementation des SAO et de l'équipement à base de SAO a été émis au ministère du Commerce et au ministère de la Production et de l'Environnement aux fins d'examen et de signature. De plus, la Direction générale des douanes possède un système informatisé pour la collecte des données et s'est déjà vue transmettre les codes individuels des SAO utilisés dans le système harmonisé.

15. Le ministère de la Production et de l'Environnement est actuellement en consultation avec le ministère des Finances afin de préparer un autre ordre interministériel visant à introduire des tarifs qui encourageaient l'utilisation d'équipement sans CFC (on envisage d'imposer des droits de douane plus élevés pour tout l'équipement à base de SAO et d'accorder des rabais de droits douaniers pour l'équipement sans SAO).

16. Le PGF comprend les sous-projets suivants :

- a) La formation des formateurs et des techniciens en réfrigération (51 000 \$US) afin d'améliorer les habiletés techniques des techniciens en réfrigération; d'améliorer la fiabilité des données sur la consommation recueillies; de créer un réseau de techniciens en réfrigération compétents; et de fournir de l'équipement de récupération et de recyclage aux quelques ateliers qui tiendront lieu de centres de démonstration et de formation.
- b) La formation des agents de douanes sur l'identification et le contrôle des importations de SAO (39 000 \$US) afin de créer un groupe de formateurs locaux des agents de douane; de mettre en œuvre la réglementation sur les SAO, y compris les mesures d'identification et de contrôle des SAO et de l'équipement à base de SAO; et d'aider à la surveillance des activités du PGF pour assurer le respect du Protocole de Montréal.
- c) La surveillance des secteurs des utilisateurs finaux et des projets de démonstration sur l'adaptation de deux chambres frigorifiques (30 000 \$US) afin d'encourager les réductions du niveau de consommation des CFC chez les utilisateurs finaux; de sensibiliser davantage les propriétaires de chambres frigorifiques sur la possibilité d'adapter leurs systèmes; de transférer la technologie; et de créer une expertise locale dans l'adaptation des chambres frigorifiques
- d) La surveillance de la mise en œuvre du PGF et de ses incidences dans le secteur de l'entretien et sur les utilisateurs (18 000 \$US) afin d'assurer l'établissement d'un cadre législatif; de mettre en œuvre les projets de formation pour les techniciens en réfrigération et les agents de douanes; et d'évaluer la réduction des niveaux de consommation de CFC afin de s'assurer que les Comores respectent leurs obligations en matière d'élimination.

17. La proposition de projet de PGF des Comores est accompagnée d'une lettre du ministère de la Production et de l'Environnement dans laquelle le gouvernement s'engage à réduire d'au moins 50 % son niveau de consommation de CFC d'ici 2005 et à le réduire de 85 % d'ici 2007,

sans autre demande de financement. Les importations de CFC et/ou d'équipement à base de CFC seront limitées, si nécessaire, afin d'assurer la conformité des niveaux de consommation des CFC et d'appuyer les sous-projets du PGF.

Observations du Secrétariat

18. En réponse à la demande du Secrétariat du Fonds de fournir des éclaircissements sur l'adaptation dans le secteur des utilisateurs finaux des Comores, le PNUE a indiqué que le coût des futurs projets d'adaptation sera payé par les propriétaires des installations. On s'attend à ce que le projet de démonstration encourage les propriétaires à adapter volontairement leurs chambres frigorifiques à leurs frais. Le gouvernement établira néanmoins des conditions pour faciliter le processus de reconversion (p. ex., des mesures d'incitation économiques comprenant des rabais de droits de douanes pour l'équipement neuf et les pièces de remplacement, et la mise en œuvre de systèmes de quotas pour l'importation de SAO).

Recommandation du Secrétariat

19. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

RPD de Corée : Préparation du PGF (60 000 \$US)

20. Le PNUE propose d'aider le gouvernement de la RPD de Corée à préparer son projet de PGF.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

21. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale du projet ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

Géorgie : Mise en œuvre du PGF (20 000 \$US)

22. Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur ce projet se trouvent dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/38.

Guatemala : Mise en œuvre du PGF (231 000 \$US)

23. Le gouvernement du Guatemala présente une demande pour les activités auxiliaires du projet de PGF en vertu de la décision 31/48. Le Comité exécutif a approuvé les activités suivantes dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération au Guatemala : la création d'un réseau de récupération et de recyclage (approuvé à la dix-huitième réunion au coût de 256 780 \$US, mise en œuvre assurée par le PNUD); un projet de récupération et de recyclage pour le secteur des climatiseurs d'automobile et des transports frigorifiques (approuvé à la dix-neuvième réunion au coût de 120 000 \$US, projet de coopération bilatérale avec le gouvernement des États-Unis); et le projet de PGF comprenant des programmes de formation des techniciens d'entretien et des agents de douanes, et l'assistance pour la création d'un système

d'émission de permis et d'un code des bonnes pratiques en réfrigération (approuvé à la vingt-septième réunion au coût de 124 000 \$US, mise en œuvre assurée par le PNUE).

24. L'état de la mise en œuvre des projets approuvés à ce jour pour le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération est le suivant :

- a) Bonnes pratiques en réfrigération et accréditation des opérateurs et des techniciens : vingt-six formateurs ont été formés et ont formé à leur tour 652 techniciens en entretien (352 techniciens ont été accrédités). Le code des bonnes pratiques a été intégré au programme des instituts professionnels. Quatre classes ont été dotées d'équipement de formation en réfrigération.
- b) Formation sur l'installation de machines de récupération et de recyclage : 147 techniciens ont été formés et 108 appareils de récupération des frigorigènes ont été distribués; 9,7 tonnes PAO de CFC ont été récupérées à ce jour.
- c) Récupération et recyclage des climatiseurs d'automobile : vingt-cinq techniciens ont été formés, 10 appareils de récupération/recyclage de climatiseurs d'automobiles ont été distribués et environ 8 tonnes PAO de CFC ont été récupérées.
- d) Conception et législation d'un système de permis : le système a été conçu : l'enregistrement des importateurs, la création de formulaires et l'émission de permis ont débuté.
- e) Formation des agents de douanes : 15 formateurs ont été formés et ont formé à leur tour 60 agents de douanes.

25. Le gouvernement du Guatemala a examiné l'état de la mise en œuvre de son PGF et a mis de l'avant des activités supplémentaires et auxiliaires à financer grâce au financement supplémentaire de 50 % accordé en vertu des lignes directrices révisées (décision 31/48). Ces activités comprennent l'application de la législation (y compris le système d'émission de permis), une formation supplémentaire des agents de douanes et des solutions de rechange pour les frigorigènes à base de CFC-12 (comprennent la formation des techniciens sur les solutions de remplacement des CFC, la formation des utilisateurs industriels sur l'entretien des installations, la surveillance de la récupération et du recyclage, et l'accréditation des techniciens).

26. Plus particulièrement, le gouvernement du Guatemala propose de mettre en œuvre les activités suivantes :

- a) Assistance pour l'établissement d'un système d'émission de permis (23 000 \$US) : afin d'élaborer la réglementation pertinente au projet de loi 110-97; d'exploiter et d'assurer la surveillance d'un système d'émission de permis en vertu des normes établies dans le projet de loi 110-97 et les réglementations pertinentes; d'appliquer les mesures nécessaires pour la préparation des permis en bonne et due forme; et d'établir un système de quotas pour les importations de SAO.

- b) Programme de formation pour les agents de douanes (phase II) (56 000 \$US) : afin de former et de recycler 160 agents de douanes et 80 représentants officiels au pays dans le but d'assurer l'application du projet de loi 110-97; d'établir un système d'émission de permis par étapes et de vérifier physiquement les SAO qui entrent au pays.
- c) Assistance pour l'application de la loi (62 000 \$US) : afin de mettre en œuvre des inspections des sites d'entreposage et des entrepôts de CFC de même que des principaux utilisateurs de CFC; de préparer légalement le procédé et de classer les cas tels que la fraude fiscale pour les SAO et les importations illégales de substances réglementées.
- d) Mesures pour freiner l'utilisation de CFC-12 dans le secteur de la réfrigération (58 000 \$US) : afin d'améliorer les pratiques d'entretien des systèmes de réfrigération dans 200 entreprises et 20 établissements d'État (p. ex., hôpitaux, banques et bureaux du gouvernement); de mettre sur pied un système d'accréditation des techniciens en réfrigération; de remettre un rapport sur les quantités de CFC récupérées et recyclées; et de promouvoir l'utilisation du code des bonnes pratiques chez les techniciens en réfrigération.
- e) Surveillance des activités du projet de PGF (31 800 \$US).
- f) Collaboration technique par l'entremise de l'ONUDI : les plans d'entretien des refroidisseurs dans le secteur public (hôpitaux, établissements de recherche, laboratoires bio-technologiques, installations de télécommunications et portuaires) seront préparés par l'ONUDI en 2002 au coût de 20 000 \$US (8 000 \$US pour la préparation du projet et 12 000 \$US pour la tenue de 3 séminaires).

Observations du Secrétariat du Fonds

27. Le Secrétariat a demandé à recevoir des explications sur les faibles quantités de CFC récupérées à l'intérieur du réseau de récupération et de recyclage (17,7 tonnes PAO). Le PNUE a informé le Secrétariat que les quantités de CFC récupérées étaient faibles car elles ont été récupérées dans l'équipement domestique et commercial de petite envergure dans lesquels on retrouve souvent des fuites. La récupération de frigorigènes n'est pas encore devenue une pratique courante au Guatemala, par contre, on s'attend à une hausse des quantités de CFC récupérées lorsque la législation et le système d'émission de permis seront en pleine marche. La mise à jour du PGF devrait également donner lieu à une supervision plus étroite.

28. Le Secrétariat a également indiqué que plusieurs sous-projets de la mise à jour du PGF au Guatemala sont reliés à l'application de la législation, le perfectionnement des habiletés des techniciens d'entretien en réfrigération et la surveillance. La mise en œuvre de ces activités jumelée aux activités du réseau de récupération et de recyclage existant devrait entraîner une réduction des niveaux de consommation de CFC de 190 à 30 tonnes PAO d'ici 2007. Cependant, aucun renseignement n'a été fourni sur la façon dont l'équipement de réfrigération existant sera entretenu pendant la réalisation des réductions de la consommation de CFC proposées. Le PNUE

a informé le Secrétariat que les éléments institutionnels sont tous regroupés dans la mise à jour du PGF à cause des leçons apprises lors de la mise en œuvre du PGF initial. Comme on ne peut pas se fier aux données rapportées par les autorités douanières, le système d'émission de permis sera relié de façon électronique aux factures d'importation, et comme le commerce illégal et la contrebande sont des pratiques courantes, il est également nécessaire d'adopter des mesures policières. La mise en œuvre de ce volet du projet est essentielle à la réalisation de l'élimination des CFC. L'entretien de l'équipement de réfrigération et la promotion des solutions de remplacement des CFC sont des éléments importants du PGF.

29. Le PNUE a confirmé que le gouvernement du Guatemala a été pleinement informé des conséquences de la décision 31/48 (c.-à-d. l'engagement du gouvernement d'éliminer 50 % des CFC d'ici 2005 et 85 % des CFC d'ici 2007 au moyen du financement accordé pour le PGF et la mise à jour du PGF).

Recommandation du Secrétariat

30. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

Guyana : Mise en œuvre du PGF (65 500 \$US)

31. La vingt-troisième réunion du Comité exécutif (novembre 1997) a approuvé le projet de PGF pour la Guyana et affecté la somme de 139 450 \$US pour sa mise en œuvre effectuée conjointement par le gouvernement du Canada et le PNUE. Le PGF comprenait l'établissement d'un réseau national de récupération et de recyclage et deux programmes : un programme de formation sur les bonnes pratiques en entretien d'équipement de réfrigération et un programme de surveillance et de contrôle des SAO et de l'équipement à base de SAO à l'intention des agents de douanes.

32. Le gouvernement de Guyana présente une demande de mise à jour du PGF. Vingt-sept formateurs et techniciens supérieurs ont été formés et accrédités en 1998, et la formation des techniciens d'entretien est actuellement en cours (200 techniciens ont été formés et accrédités). Un module sur les bonnes pratiques a été intégré au programme de formation dans les établissements locaux. Le système d'émission de permis d'importation/exportation a été conçu et proposé au gouvernement pour approbation; un guide pour le pays a été préparé, et 17 agents de douanes et intervenants importants ont été formés.

33. La mise en œuvre du sous-projet de récupération et de recyclage avait été reportée jusqu'à ce que le gouvernement de la Guyana adopte une législation pertinente limitant les SAO en 2000. Un atelier de 2 jours a été offert au mois de décembre 2000 au cours duquel 21 techniciens ont été formés sur les procédures de récupération et de recyclage; l'équipement a été distribué en fonction du Mémoire d'entente entre l'Institut des sciences appliquées et de la technologie de la Guyana (IAST) et les techniciens recevant l'équipement (les techniciens qui ont reçu l'équipement sont tenus de l'utiliser aux fins auxquelles il est destiné et de remettre un rapport mensuel sur l'utilisation de l'équipement et les CFC récupérés). De plus, 11 appareils de récupération/recyclage ont été remis à l'IAST qui agit maintenant à titre de centre de recyclage centralisé. Un conseiller local a été embauché au début de 2001 afin de surveiller les pratiques de

récupération et de recyclage et de rapporter les progrès réalisés dans le cadre du projet au Centre de l'ozone (52 kg de CFC ont été récupérés et 16,5 kg de CFC ont été recyclés en date de juillet 2001).

34. Le gouvernement de Guyana a examiné l'état de la mise en œuvre de son PGF et recensé les activités suivantes qui seront financées grâce au financement supplémentaire de 50 % accordé en vertu de la décision 31/48.

- a) Programme de formation sur les bonnes pratiques en réfrigération (phase II), afin de former 400 techniciens sur les bonnes pratiques d'entretien.
- b) Programme de formation sur la surveillance et le contrôle des SAO à l'intention des officiers de douane (phase II), afin de former 200 agents des douanes et policiers, et de mettre en œuvre le système d'émission de permis d'importation/exportation et les normes d'étiquetage.
- c) De l'équipement de récupération et de recyclage supplémentaire aux fins de formation.
- d) Activités de surveillance et d'évaluation dans le cadre du PGF (non comprises dans le PGF initial).

Recommandation du Secrétariat du Fonds

35. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

Togo : Préparation d'un PGF (60 000 \$US)

36. Le PNUE propose d'aider le gouvernement du Togo à préparer son PGF. Le Secrétariat a souligné que dans son rapport périodique à la trente-quatrième réunion du Comité exécutif, le PNUE a indiqué que le projet de renforcement des institutions pour le Togo (approuvé en novembre 1997) avançait lentement malgré les nombreux suivis et l'assistance fournie. Le Secrétariat a donc demandé à savoir si le Centre de l'ozone était en pleine marche et si le PNUE était en mesure de lui confirmer que la préparation et la mise en œuvre du PGF ne seront pas retardées. Le PNUE a confirmé que le Centre de l'ozone du Togo est en pleine marche, qu'il est régulièrement en contact avec le PNUE et qu'il est prêt à entreprendre le PGF.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

37. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale du projet ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

III. Activités non récurrentes

Chine : Atelier de sensibilisation pour appuyer la ratification de l'Amendement de Copenhague (100 000 \$US)

Évaluation techno-économique des solutions de remplacement du bromure de méthyle (80 000 \$US)

38. Le gouvernement de la Chine présente une demande d'atelier de sensibilisation pour appuyer la ratification de l'Amendement de Copenhague afin d'augmenter le niveau de sensibilisation politique au besoin et à l'importance pour la Chine de ratifier l'Amendement de Copenhague au Protocole de Montréal, et d'encourager les utilisateurs de bromure de méthyle à exercer des pressions pour la ratification de l'Amendement de Copenhague.

39. Le gouvernement de la Chine présente également une demande d'évaluation techno-économique des solutions de remplacement du bromure de méthyle afin d'effectuer une analyse des coûts-avantages des solutions de remplacement du BM et de leurs incidences sur l'agriculture en Chine; de s'assurer que les résultats d'une telle analyse contribueront à faciliter l'adoption de solutions de rechange en Chine et aboutiront à l'élimination du BM, et de convaincre les cultivateurs que les solutions de remplacement sont économiquement et techniquement réalisables et qu'elles n'auront pas d'effets négatifs sur leur production.

40. Le Secrétariat a précisé que le Comité exécutif avait déjà approuvé plus de 897 000 \$US pour des études, des ateliers, des projets de démonstration et des stratégies d'élimination du BM. Ces activités avaient comme objectif, entre autres, de mettre en évidence la faisabilité technique et économique des technologies de remplacement du BM pour les différentes cultures. Les résultats du projet de démonstration (qui sont bien documentés dans le rapport remis par l'ONUDI en novembre 1999) révèlent que les technologies de remplacement du BM ayant fait l'objet d'une démonstration en Chine sont viables pour toutes les cultures (tomates, concombres, fraises et lits de semences de tabac), sauf peut-être pour le ginseng. De plus, des représentants de haut niveau de pays visés à l'article 5 ont assisté à un atelier sur le BM en Chine et ont discuté avec les représentants supérieurs du gouvernement de la ratification de l'Amendement de Copenhague par la Chine.

41. Le PNUE a informé le Secrétariat que l'Agence d'État pour la protection de l'environnement est en train de persuader d'autres ministères de ratifier l'Amendement de Copenhague. Cependant, les décideurs ont besoin d'être convaincus de la faisabilité technique et économique de ces technologies de remplacement, d'où l'importance de ces projets.

Recommandation de Secrétariat du Fonds

42. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner ces deux projets à la lumière des observations ci-dessus.

Inde : Plan d'action pour la formation intégrée et les activités ne portant pas sur des investissements connexes pour appuyer l'élimination des SAO dans les PME du secteur des solvants (169 000 \$US)

43. Le projet a pour but d'aider l'Inde, en collaboration avec des associations de l'industrie, à élaborer un plan d'action pour la formation intégrée et les activités ne portant pas sur des investissements connexes visant à appuyer l'élimination dans le secteur des solvants en Inde. Le projet a pour objectif de proposer un plan d'action opportun et rentable, et d'améliorer la communication des données. Le projet serait réalisé en collaboration avec l'ONUDI et la Banque mondiale.

Observations du Secrétariat

44. Le Secrétariat a fait connaître son point de vue au PNUE à l'effet que pour être efficace, le plan d'action pour le secteur des solvants doit être préparé dans le cadre d'une stratégie sectorielle par une agence ayant l'expérience et le mandat de travailler à des activités d'investissement. Les activités ne portant pas sur des investissements deviendraient partie intégrante de la stratégie, si nécessaire. Le Secrétariat a indiqué que la Banque mondiale travaillait dans le secteur des agents de transformation en Inde, un secteur indépendant du secteur des solvants. La trente-troisième réunion du Comité exécutif a approuvé le financement d'une stratégie sectorielle et la préparation d'un projet pour l'ensemble du secteur des solvants pour l'ONUDI et la Banque mondiale. Il n'y a que quatre projets en cours de mise en œuvre par l'ONUDI dans le secteur des solvants en Inde.

45. Le PNUE a présenté une proposition révisée au coût de 169 000 \$US afin de préparer une stratégie globale pour le secteur des solvants de l'Inde qui comprendrait des activités d'investissement et ne portant pas sur des investissements. Le PNUE a indiqué qu'il devra travailler en étroite collaboration avec l'ONUDI et la Banque mondiale, et que la mise en œuvre des projets d'investissement demeurerait la responsabilité de ces agences.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

46. Le Secrétariat n'appuie pas cette proposition de projet et continue à croire que la seule solution consiste à diriger l'élaboration d'une stratégie qui favorisera nécessairement les activités d'investissement, lesquelles seront mises en œuvre par les agences possédant un mandat leur permettant de travailler à des activités d'investissement. Si cette stratégie voit le jour, le gouvernement de l'Inde et l'agence responsable pourraient se prévaloir de leur prérogative d'impliquer le PNUE, si nécessaire, dans les activités ne portant pas sur des investissements comprises dans la stratégie.

Malaisie : Optimisation des ressources des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux pour les communications sur le bromure de méthyle (25 000 \$US)

47. Le projet proposé vise à sensibiliser les utilisateurs de BM de la Malaisie à l'élimination du BM, l'accessibilité des solutions de remplacement et les mesures qui peuvent être prises pour éliminer le BM; à optimiser les ressources des organismes agricoles et des ONG pour la promotion des solutions de remplacement du BM; et à disséminer de l'information aux cultivateurs sur les solutions de remplacement efficaces recensées avec succès lors de projets de démonstration mis en œuvre par d'autres agences d'exécution.

48. Le Secrétariat du Fonds a indiqué que la vingt-neuvième réunion du Comité exécutif a approuvé un projet de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle dans le bois d'œuvre de la Malaisie sous réserve que le volet démonstration du projet soit mis en œuvre au cours de l'année et soit suivi de la mise en œuvre d'un projet d'investissement pour l'élimination complète du BM au pays (plus de 36 tonnes PAO). Le rapport périodique présenté par le PNUD à la trente-quatrième réunion du Comité exécutif précisait que « le projet avance lentement en raison d'obstacles dans l'obtention de permis pour l'utilisation de technologies de remplacement à Kuala Lumpur ». Comme le projet d'investissement a pour but de réaliser l'élimination complète, la proposition du PNUE semble redondante et constituerait un dédoublement. À cet effet, le PNUD a dit que les modalités de mise en œuvre de ces deux projets sont différentes. Le projet de démonstration est mis en œuvre directement par le Centre de l'ozone, tandis que le projet de communication proposé sera mis en œuvre par un ONG et aura pour but de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation conséquente afin de communiquer l'importance d'éliminer le BM et de transmettre de l'information sur les technologies de remplacement. On estime également qu'un programme de communication aidera les utilisateurs de BM à utiliser des technologies de remplacement pour la quarantaine et le traitement avant l'expédition.

49. Le Secrétariat a indiqué que selon l'information fournie sur les formulaires de transmission de données au Secrétariat de l'ozone, il semble que le BM ne soit pas utilisé à des fins réglementées à l'heure actuelle en Malaisie. Le PNUE a informé le Secrétariat que les discussions ont porté sur l'augmentation de la consommation de BM en Malaisie lors d'une récente réunion du Réseau régional; le gouvernement pourrait avoir rapporté une consommation non exemptée de BM pour la quarantaine et le traitement avant l'expédition.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

50. Le Secrétariat ne recommande pas cette activité comme proposée.

Philippines : Formation des agents de douanes et autres intervenants importants (170 250 \$US)

51. Ce projet a pour but de former les agents de douanes (inspecteurs, contrôleurs et policiers des douanes) et autres intervenants importants afin qu'ils puissent identifier toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal et l'équipement à base de SAO; fournir de l'équipement de détection des CFC aux principaux points d'entrée au pays; intégrer le programme de formation aux programmes réguliers de formation des agents de douanes afin de joindre l'ensemble des agents de douanes; créer une base de données nationale des importations de SAO au ministère des Douanes; et améliorer les procédures d'émission de permis existantes pour les importations de SAO.

Observations du Secrétariat du Fonds

52. Le PNUE a informé le Secrétariat du Fonds que le gouvernement de Suède savait que le programme de formation des agents des douanes avait été présenté pour approbation à la trente-cinquième réunion du Comité exécutif. Comme il y a déjà un système de permis de SAO en place au Philippines, la formation des agents des douanes peut être mise en œuvre dès l'approbation du projet. Ce programme de formation complètera le projet de PGF en cours de

préparation, et aucun appui financier supplémentaire ne sera demandé pour la formation des agents des douanes aux Philippines.

53. Le Secrétariat du Fonds et le PNUE ont discuté de l'envergure du programme de formation et du coût. À l'issue des délibérations, il fut convenu de réduire le coût du projet de 10 000 \$US.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

54. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale du projet ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus, étant entendu qu'aucun appui financier supplémentaire ne sera demandé pour la formation des agents des douanes des Philippines.

Nouvelles parties : Formulation des stratégies nationales d'élimination et optimisation des ressources (renforcement des institutions)

Cambodge (160 000 \$US)

Cap-Vert (80 000 \$US)

Sierra Leone (80 000 \$US)

Somalie (120 000 \$US)

55. Ce projet a pour but de fournir une aide d'urgence pour l'établissement de Centres de l'ozone; l'élaboration d'une stratégie d'élimination et d'un plan de conformité; l'établissement d'un système de collecte des données; la sensibilisation accrue des intervenants principaux et l'élaboration d'une législation sur les SAO au Cambodge, au Cap-Vert, au Sierra Leone et en Somalie.

56. À la suggestion du Secrétariat du Fonds, le PNUE a accepté de présenter une demande pour la préparation d'une stratégie nationale d'élimination pour le Cambodge, le Cap-Vert, le Sierra Leone et la Somalie à la trente-cinquième réunion du Comité exécutif. La demande d'établissement de Centres de l'ozone pourrait être présentée en 2002 avec les stratégies d'élimination et les projets connexes.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

57. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale du projet ci-dessus et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

Annexe 1**PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS****Albanie : Établissement d'un Centre de l'ozone**

1. Le programme de pays de l'Albanie présenté au Secrétariat pour examen à la trente-cinquième réunion du Comité exécutif et ensuite retiré par le PNUE en raison de divergences de données, comprend un projet pour l'établissement d'un Centre de l'ozone au sein du ministère de l'Environnement au coût de 100 000 \$US.

2. Le Centre de l'ozone a comme responsabilité principale de coordonner toutes les mesures mises de l'avant dans le plan national d'élimination et de surveiller leur mise en œuvre; de coordonner toutes les activités du PGF; de concevoir un système de surveillance des importations de SAO afin de respecter les obligations de rendre compte en vertu du Protocole de Montréal et de suivre les progrès dans l'élimination des SAO; d'établir un système juridique et de réglementation (comprenant un système d'émission de permis pour l'importation et l'utilisation des SAO, l'imposition de droits de douanes sur les SAO, l'accréditation des techniciens en réfrigération, l'interdiction d'importer de l'équipement contenant des SAO ou à base de SAO); d'élaborer et d'adopter des réglementations et un système de quotas pour contrôler les importations de SAO; d'élaborer des campagnes de sensibilisation du public et des activités de conscientisation; d'offrir une formation aux autorités gouvernementales et aux représentants des ONG et du secteur des affaires sur les questions générales entourant la protection de la couche d'ozone; et de présenter chaque année un rapport sur les données de consommation aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du projet ci-dessus pour une période d'un an, initialement, et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 afin d'examiner les données sur la consommation de SAO en vue de l'achèvement du programme de pays et du projet de PGF.

Guatemala : Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUE
Montant approuvé à l'origine :	
Phase I : Juin 1993 (\$US)	172 000
Phase II : Mai 1997 (\$US)	96 000
Phase III : Juil. 1999 (\$US)	96 000
Montant demandé pour la prorogation (\$US) :	96 000
Date d'approbation du programme de pays	Juin 1993
Consommation de SAO rapportée dans le programme de pays (1991) (tonnes PAO)	284,9
Dernière consommation de SAO rapportée (2000) (tonnes PAO)*	889,9
Consommation de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)	204,6
Montant approuvé (\$US)	2 374 801
Montant décaissé (en date de décembre 2000) (\$US) :	2 117 202
SAO à éliminer (tonnes PAO)	159
SAO éliminées (en date de décembre 2000) (tonnes PAO)	149

* Comprend 702 tonnes PAO de BM.

4. Le Comité exécutif a approuvé et financé les activités suivantes :

		<u>\$US</u>
a)	Préparation du programme de pays	37 290
b)	Préparation du projet	171 130
c)	Formation	117 520
d)	Assistance technique	312 761
e)	Démonstration	551 227
f)	Projets d'investissement	773 552
	Total :	1 963 480

Rapport périodique

5. Les réalisations principales mentionnées dans le rapport périodique sont la ratification de tous les amendements au Protocole de Montréal; la mise en œuvre d'un système d'émission de permis; l'achèvement d'un projet parapluie dans le secteur des mousses; la reconversion de six entreprises de réfrigération à une technologie sans CFC et la mise en œuvre d'un projet de récupération et de recyclage dans le secteur des climatiseurs d'automobile pour l'élimination complète de 64,6 tonnes PAO. Principales leçons apprises : les projets d'investissement ont été mis en œuvre avec succès et les réductions de la consommation de CFC ont été maintenues; la formation des techniciens d'entretien obtient un succès mitigé sur le plan de l'élimination des CFC à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un accès immédiat à du nouvel équipement; et la récupération et le recyclage des CFC ne donnent pas de bons résultats sauf lorsqu'il y a des problèmes d'approvisionnement en CFC.

6. Le Centre de l'ozone relève de la Division du contrôle environnemental du ministère de l'Environnement. Il possède un comité de coordination intégré par le directeur de la Division du contrôle environnemental (président), le ministère de l'Agriculture, le directeur de l'Institut de météorologie, la Chambre de l'industrie et le ministère des Affaires étrangères. Le comité de coordination siège trois fois par année pour examiner le plan d'activités et le budget annuels. Le Centre de l'ozone a reçu un solide appui politique pendant la période concernée en raison de la création du ministère de l'Environnement.

Plan d'action

7. Le plan d'action de la prochaine période comprend l'application des règlements régissant les SAO; la mise sur pied d'un procédé d'exploitation efficace du système d'émission de permis et la poursuite de la mise en œuvre de sous-projets du PGF afin de réaliser la conformité aux futures réductions de CFC; l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'investissement pour l'élimination du BM afin de respecter l'échéance de 2002; l'évaluation du secteur des solvants et la mise en œuvre de projets d'investissement sans ce secteur; et la transmission de données aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone.

Jamaïque : Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays		
Agence d'exécution :		PNUE
Montant approuvé à l'origine :		
	Phase I : Oct. 1996 (\$US)	66 000
	Phase II : Nov. 1999 (\$US)	44 000
Montant demandé pour la prorogation (\$US) :		44 000
Date d'approbation du programme de pays		Oct. 1996
Consommation de SAO rapportée dans le programme de pays (1994) (tonnes PAO)		149,8
Dernière consommation de SAO rapportée (tonnes PAO)		64,1
Consommation de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)		93,2
Montant approuvé (\$US)		1 407 626
Montant décaissé (en date de décembre 2000) (\$US) :		1 250 424
SAO à éliminer (tonnes PAO)		108
SAO éliminées (en date de décembre 2000) (tonnes PAO)		99

8. Le Comité exécutif a approuvé et finance les activités suivantes :

		<u>\$US</u>
a)	Préparation du programme de pays	45 200
b)	Préparation du projet	120 453
c)	Formation	105 090
d)	Assistance technique	179 779
e)	Démonstration	246 220
f)	Projets d'investissement	586 583
	Total :	1 283 325

Rapport périodique

9. Les principales réalisations mentionnées dans le rapport périodique sont la création d'un comité pour préparer la Loi sur l'ozone, qui exige l'accréditation des dirigeants; l'achèvement d'un programme de formation des agents des douanes et un programme d'accréditation des techniciens d'entretien en réfrigération; la création d'un groupe de travail sur le bromure de méthyle pour mettre en œuvre les projets d'élimination et les programmes de formation; la mise en œuvre de deux ateliers et d'un programme de formation sur le bromure de méthyle; la transmission de données sur la consommation de SAO aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone; et la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation du public et d'activités de dissémination d'information.

10. Le Centre de l'ozone relève de la Division de la gestion environnementale de l'Agence nationale de l'environnement et de la planification. La Commission sur l'ozone se réunit tous les trois mois et agit à titre d'organe consultatif auprès du Centre de l'ozone. Le Centre de l'ozone travaille en étroite collaboration avec le ministère des Terres et de l'Environnement pour toutes les questions ayant trait à la législation; l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des autres activités spéciales sont facilitées par la création de comités de direction formés d'agences impliquées dans le processus de mise en œuvre.

Plan d'action

11. Le plan d'action pour la prochaine période comprend la coordination de la mise en œuvre du projet de PGF, du programme de gestion des halons et de l'adaptation de l'équipement de réfrigération dans les hôpitaux; le maintien des activités continues de collecte de données et de rapports aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone; la poursuite de la mise en œuvre d'activités de sensibilisation du public; la surveillance de la législation reliée aux SAO, y compris l'élaboration de la Loi sur l'ozone; et la mise au point du programme d'accréditation des techniciens en réfrigération.

Mali : Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays		
Agence d'exécution :		PNUE
Montant approuvé à l'origine :	Mars 1998 (\$US)	70 000
Montant demandé pour la prorogation (\$US) :		46 666
Date d'approbation du programme de pays		Mars 1998
Consommation de SAO rapportée dans le programme de pays (1995) (tonnes PAO)		103,9
Dernière consommation de SAO rapportée (2000) (tonnes PAO)*		32,0
Consommation de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)		108,1
Montant approuvé (\$US)		586 465
Montant décaissé (en date de décembre 2000) (\$US) :		235 816
SAO à éliminer (tonnes PAO)		25
SAO éliminées (en date de décembre 2000) (tonnes PAO)		

12. Le Comité exécutif a approuvé et financé les activités suivantes :

		<u>\$US</u>
a)	Préparation du programme de pays	48 590
b)	Préparation du projet	26 300
c)	Formation	0
d)	Assistance technique	145 875
e)	Démonstration	0
f)	Projets d'investissement	151 000
	Total:	371 765

Rapport périodique

13. Les principales réalisations mentionnées dans le rapport périodique sont la ratification des Amendements de Londres, de Copenhague et de Montréal; la préparation et la mise en œuvre du projet de PGF; la reconversion d'une entreprise dans le secteur des mousses et la préparation d'une législation pour contrôler l'importation/exportation et l'utilisation de SAO et d'équipement à base de SAO. Leçons apprises pendant la période : l'importance de coordonner les activités entre l'association de réfrigération et le Centre de l'ozone, les difficultés à terminer la rédaction des textes législatifs et l'importance des programmes de sensibilisation du public pour appuyer les activités d'élimination.

14. Le Centre de l'ozone est situé au ministère de l'Environnement et ses activités sont supervisées par le Secrétariat technique permanent responsable de la gestion des affaires environnementales. Ce Secrétariat coordonne les activités des priorités nationales des différentes conventions environnementales internationales. Le Centre de l'ozone participe aux réunions du Cabinet et a un accès direct au ministre de l'Environnement.

Plan d'action

15. Le plan d'action de la prochaine période comprend la poursuite de la mise en œuvre de sous-projets du PGF, dont les programmes de formation des techniciens d'entretien en réfrigération et des agents des douanes, et la création d'un réseau de récupération et de recyclage; l'élaboration de la législation préparée et la création d'un système efficace pour en assurer le respect; l'amélioration du système de collecte des données; le resserrement des liens avec les ONG et les agences environnementales, et l'augmentation du nombre d'activités de sensibilisation du public; et la transmission de données aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone.

Yémen : Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays		
Agence d'exécution :		PNUE
Montant approuvé à l'origine :	Juil. 1998 (\$US)	120 000
Montant demandé pour la prorogation (\$US) :		80 000
Date d'approbation du programme de pays		Juil. 1998
Consommation de SAO rapportée dans le programme de pays (1996) (tonnes PAO)		332,1
Dernière consommation de SAO rapportée (2000) (tonnes PAO)*		1 253,4
Consommation de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)		349,1
Montant approuvé (\$US)		956 884
Montant décaissé (en date de décembre 2000) (\$US) :		198 757
SAO à éliminer (tonnes PAO)		179
SAO éliminées (en date de décembre 2000) (tonnes PAO)		

16. Le Comité exécutif a approuvé et financé les activités suivantes :

		<u>\$US</u>
a)	Préparation du programme de pays	48 590
b)	Préparation du projet	168 370
c)	Formation	0
d)	Assistance technique	0
e)	Démonstration	0
f)	Projets d'investissement	604 324
	Total:	821 284

Rapport périodique

17. Les principales réalisations mentionnées dans le rapport périodique sont la ratification des Amendements de Londres, de Copenhague et de Montréal au Protocole de Montréal; l'adoption d'un décret pour interdire l'importation d'équipement à base de CFC; la tenue de

réunions régulières avec le ministère des Affaires juridiques et le comité environnemental au Parlement et avec les associations industrielles; la mise en œuvre d'activités de sensibilisation; une étude des données sur les SAO dans le secteur de la réfrigération qui a permis de recueillir des données exactes sur la consommation de SAO et de les rapporter aux Secrétariats du Fonds multilatéral et de l'Ozone. Le gouvernement du Yémen fait face à certains défis tels que le besoin d'améliorer le système de collecte des données et le règlement du commerce illégal de SAO et d'équipement à base de SAO.

18. Le Centre de l'ozone a été créé par le décret n° 6 du Président du Conseil de protection de l'environnement. Le plan d'action du Centre de l'ozone fait partie du plan d'action du Secrétariat général du Conseil de protection de l'environnement.

Plan d'action

19. Le plan d'action de la prochaine période comprend l'élaboration d'une législation pour contrôler les SAO, et la coordination et la surveillance des projets d'élimination en cours; la surveillance et le contrôle des importations de SAO, le resserrement des réglementations existantes et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation du public aux questions entourant la couche d'ozone, plus particulièrement dans les régions rurales (qui représentent 75 % de la population du Yémen); et la transmission de données aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone.

Observations du Secrétariat du Fonds

20. Le gouvernement du Yémen, par l'entremise du Bureau de protection de l'environnement, a envoyé une lettre aux Secrétariats de l'ozone et du Fonds multilatéral le 5 septembre 2001 à l'effet que les données sur la consommation rapportées au Secrétariat de l'ozone étaient fondées sur de l'information erronée et douteuse recueillie auprès de différentes institutions gouvernementales et du secteur privé. Les données sur la consommation de SAO pour les années 1995 à 2000 ont été révisées après deux années intensives de collecte et d'analyse de données. Les données révisées sur la consommation de SAO ont permis d'établir la consommation de référence du Yémen pour le respect de l'échéance du CFC à 1 797 tonnes PAO (au lieu de 349,1 tonnes PAO comme rapporté à l'origine). La vingt-septième réunion du Comité de mise en œuvre (Colombo, le 13 octobre 2001) a rappelé la recommandation de la vingt-sixième réunion à l'effet que les Parties qui demandent la modification des données de référence doivent présenter une demande à cet effet au Comité de mise en œuvre qui évaluera les raisons du changement et les présentera à la Réunion des Parties pour approbation. Le Comité a accepté de demander au Yémen de lui fournir plus de détails pour justifier les changements proposés et d'obtenir des données additionnelles auprès du Secrétariat du Fonds multilatéral.



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة · 联合国环境规划署

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT · PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE

ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

UNEP 2001 WORK PROGRAMME AMENDMENT

PRESENTED TO THE
35TH MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

DECEMBER 2001

Division of Technology, Industry and Economics
Energy and OzonAction Unit

Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, 75739 Paris - Cedex 15, France, Tel: +33.1.44.37.14.50; Fax: +33.1.44.37.14.74
E-mail: unep.tie@unep.fr URL: <http://www.unepie.org/>

TABLE OF CONTENTS

SUMMARY	3
1) CONTENTS	4
1) INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECTS	5
NEW	5
<i>Albania</i>	5
RENEWALS:	5
<i>Guatemala, Jamaica, Mali, Yemen</i>	5
2) REFRIGERANT MANAGEMENT PLANS.....	6
DEVELOPMENT:.....	6
<i>Democratic Peoples' Republic of Korea, Togo</i>	6
IMPLEMENTATION:	7
<i>Albania</i>	7
<i>Comoros</i>	8
<i>Georgia</i>	9
<i>Guatemala</i>	10
<i>Guyana</i>	11
3) NON-RECURRING ACTIVITIES	13
STRATEGY DEVELOPMENT AND COMPLIANCE ASSISTANCE:.....	13
<i>Formulation of National Phase Out Strategies and Capacity Building for New Parties</i>	13
<i>Action Plan for Integrated Training and related Non-Investment activities to support the phase out of ODS in the solvent sector in the SMEs in India</i>	14
METHYL BROMIDE:	15
<i>Enhancing the capability of local agricultural organizations and non-governmental organizations in methyl bromide communication for Malaysia</i>	15
<i>Awareness Raising Workshop in China to support ratification of the Copenhagen Amendment</i>	17
<i>Techno-Economic Evaluation of Methyl Bromide Alternatives in China</i>	19
TRAINING	21
<i>Philippines Training for Customs Officials and Other Key Stakeholders</i>	21
ANNEX A: ENDORSEMENT LETTERS	23
ACTION PLAN FOR INTEGRATED TRAINING AND RELATED NON-INVESTMENT ACTIVITIES TO SUPPORT THE PHASEOUT OF ODS IN THE SOLVENT SECTOR IN THE SMES IN INDIA.....	23
ENHANCING THE CAPABILITY OF LOCAL AGRICULTURAL ORGANIZATIONS AND NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS IN METHYL BROMIDE COMMUNICATION FOR MALAYSIA.....	25
PHILIPPINES CUSTOMS OFFICIALS TRAINING	26
ANNEX B: INSTITUTIONAL STRENGTHENING OF ALBANIA.....	27

UNEP 2001 WORK PROGRAMME AMENDMENT

SUMMARY

Project Title	Funding Requested (US\$)	
Institutional Strengthening: New		
Albania	100,000	
Institutional Strengthening: Renewal		
Guatemala	96,000	
Jamaica	44,000	
Mali	46,667	
Yemen	118,000	
SUBTOTAL		404,667
Refrigerant Management Plans: Development		
Democratic Peoples' Republic of Korea	60,000	
Togo	60,000	
Refrigerant Management Plans: Implementation		
Albania	187,005	
Comoros	138,000	
Georgia	20,000	
Guatemala	231,000	
Guyana	65,500	
Chile	335,400	
SUBTOTAL		1,096,905
Non-Recurring Activities		
Enhancing the capability of local agricultural organisations and non-governmental organisations in methyl bromide communication for Malaysia	25,000	
Awareness Raising Workshop in China to support ratification of the Copenhagen Amendment	100,000	
Techno-Economic Evaluation of Methyl Bromide Alternatives in China	80,000	
Formulation of National Phase Out Strategies and Capacity Building for New Parties	440,000	
Philippines Training for Customs Officials and Other Key Stakeholders	170,250	
Action Plan for Integrated Training and related Non-Investment activities to support the phase out of ODS in the solvent sector in the SMEs in India	169,000	
SUBTOTAL		984,250
GRAND TOTAL		2,485,822

UNEP 2001 WORK PROGRAMME AMENDMENT

December 2001

1) CONTENTS

Consistent with its 2001 Business Plan, UNEP is submitting the following amendment to its 2001 Work Programme for the consideration of the Executive Committee at its 35th meeting. This amendment includes the following projects included in UNEP's 2001 Business Plan:

- Development of new, and renewals of existing, institutional strengthening projects;
- Development, implementation and review of Refrigerant Management Plans (RMPs).
- Non-recurring activities related to capacity building for new Parties, the methyl bromide sector and customs training.

As a special case, UNEP is also including in this Amendment a project that was not included in UNEP's 2001 Business Plan: RMP implementation for Albania. Albania is a country that has recently joined the Montreal Protocol and whose Country Programme is being submitted to the 35th Executive Committee meeting. The RMP implementation project is designed to ensure that the country reaches its CFC compliance targets rapidly.

In addition to these activities, UNEP also expects to undertake activities related to certain projects being presented for consideration to the 35th Executive Committee by other Implementing Agencies and Bilateral Agencies. Accordingly, UNEP is not requesting funds for these activities as part of its 2001 Work Programme Amendment. These include co-operation with:

- The Government of Canada in the preparation and implementation of Customs training for Colombia

This submission to the 35th Executive Committee meeting accounts for US\$ 2.36 million out of the US\$ 10.5 million approved for projects in UNEP's 2001 Business Plan. The remaining projects that will not be submitted for funding in 2001 are:

Project type	Value (US\$ thousands)	Comments
Country Programme	30	Pending Executive Committee decision on CP updates
Institutional Strengthening	1,368	Pending preparation and approval of Country Programmes and PIC project
Methyl Bromide	75	Seeking additional data by UNEP
Training	2,191	Pending preparation and approval of RMPs
Total	3,664	

The activities proposed in this Amendment follow the latest applicable guidelines approved by the Executive Committee.

1) INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECTS

NEW

Title: **Albania**

Objectives: Assist the Government of Albania through an Institutional Strengthening project, in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: Albania's Country Programme is being submitted to the 35th Executive Committee as part of the country's National Compliance Action Plan (NCAP), which ultimately will request a total package funding of US\$ 1.1 million for terminal phase out. This project is part of the first tranche of the NCAP.

See separate project proposal.

Time Frame: See separate project proposal.

Cost: **US\$ 100,000 (excluding agency support costs)**

**Project
Milestones:**

Task	Date (start after approval of project)
Finalisation of IS project	Month 2
First disbursement of funds	Month 4
Submission of Progress reports	Every June and December
Submission of PCRs	6 months after project completion

RENEWALS:

Title: **Guatemala, Jamaica, Mali, Yemen**

Objectives: Assist the Governments of the above-mentioned countries through renewals of their existing Institutional Strengthening projects, in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: UNEP is sending separate proposals for these projects to the Multilateral Fund Secretariat.

Time Frame: See separate project proposals.

Cost:

Guatemala	US\$ 96,000
Jamaica	US\$ 44,000
Mali	US\$ 46,667
Yemen	US\$ 118,000

(the above exclude agency support costs)

Project Milestones:

Task	Date (Months after approval)
Finalisation of IS renewal which includes budget allocation and activity plan under the new phase with the country.	2
First disbursement of funds	4
Submission of Progress reports	Every June and December
Submission of PCRs	6 months after project completion

2) REFRIGERANT MANAGEMENT PLANS

DEVELOPMENT:

Title: **Democratic Peoples' Republic of Korea, Togo**

Objectives: Assist the above-mentioned countries with the development of their Refrigerant Management Plans (RMPs) in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: UNEP is sending separate proposals for these projects to the Multilateral Fund Secretariat.

Time Frame: See separate project proposals.

Cost: US\$ 60,000 per country (excluding agency support costs)

Project Milestones:

Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	2
Mission of international consultant	4
Final report	8

IMPLEMENTATION:

Title: **Albania**

Objectives: Assist the Government of Albania with the implementation of its Refrigerant Management Plan (RMP) in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: UNEP is sending a separate proposal for this project to the Multilateral Fund Secretariat, comprising the following components:

- Establishment of Legislation
- Training in Good Practices of Refrigeration
- Customs Training

Albania's Country Programme is being submitted to the 35th Executive Committee as part of the country's National Compliance Action Plan (NCAP), which ultimately will request a total package funding of US\$ 1.1 million for terminal phase out. This project is part of the first tranche of the NCAP.

Time Frame: See separate project proposal.

Cost: **US\$ 187,005 (excluding agency support costs)**

<u>Cost components</u>	
Training in Good Practices of Refrigeration	US\$ 80,100
Customs Training	US\$ 54,905
Policy/Legislation Assistance	US\$ 22,000
Monitoring of RMP	US\$ 30,000

Project

Milestones:

Training in Good Practices of Refrigeration	
Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	2
Phase I training completed	6
Phase II training completed	18
Monitoring/evaluation report	24
PCRs	30

Customs Training

Task	Date (months after legislation put into place)
Establish MOU with country	3
Phase I training completed	6
Phase II training completed	12
Monitoring/evaluation report	18
PCRs	24

Establishment of Legislation

Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	3
Preparation of final draft of regulations	15
PCRs/Reports	24

- Title:** **Comoros**
- Objectives:** Assist the Government of Comoros with the implementation of its Refrigerant Management Plan (RMP) in accordance with the approved Executive Committee guidelines.
- Description:** UNEP is sending a separate proposal for this project to the Multilateral Fund Secretariat, comprising the following components:
- Training in Good Practices of Refrigeration
 - Customs Training
 - Monitoring of the RMP
- Time Frame:** 24 months (time frame for customs training starts once regulatory framework is put in place)
- Cost:** **US\$ 138,000 (excluding agency support costs)**
- Cost Components:**
- | | |
|---|-------------|
| Training in Good Practices of Refrigeration | US\$ 51,000 |
| Customs Training | US\$ 39,000 |
| Monitoring of the RMP | US\$ 18,000 |
| Assessment of end users:(*) | US\$ 30,000 |

Project**Milestones:**

Training in Good Practices of Refrigeration

Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	2
Phase I training completed	6
Phase II training completed	18
Monitoring/evaluation report	24
PCRs	30

Customs Training

Task	Date (months after legislation put into place)
Establish MOU with country	3
Phase I training completed	6
Phase II training completed	12
Monitoring/evaluation report	18
PCRs	24

Title: Georgia

Objectives: Assist the Government of Georgia with the implementation of activities following the review of its Refrigerant Management Plan (RMP) submitted by UNDP in accordance with the approved Executive Committee guidelines. This project is part of the RMP being submitted by UNDP.

Description: Georgia has reviewed the status of implementation of its RMP and identified the following additional and complementary activities to be implemented by UNEP and funded by the additional 50% window as per the revised RMP guidelines (Decision 31/48):

- Training Programme in the Refrigeration Sector (phase III)

Time Frame: 12 months from approval

Cost: US\$ 20,000 (excluding agency support costs)

Project

Milestones:

Customs Training	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	3
Phase training completed	12
Phase II training completed	12
Monitoring/evaluation report	18
PCR	24

Title: **Guatemala**

Objectives: Assist the Government of Guatemala with the implementation of activities following the review of its Refrigerant Management Plan (RMP) in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: Guyana has reviewed the status of implementation of its RMP and identified the following additional and complementary activities to be funded by the additional 50% window as per the revised RMP guidelines (Decision 31/48):

- Establishment and enforcement of legislation including the establishment of a licensing system
- Customs training
- Alternatives to CFC-12 plan (includes training of technicians on alternatives, training of industrial users on maintenance of installations, monitoring of the R&R network, certification of technicians, establishment of codes of good practice).
- RMP monitoring

Time Frame: 36 months from approval (time frame for customs training starts once regulatory framework is put in place)

Cost: **US\$ 231,000 (excluding agency support costs)**

Cost Components:

Establishment of licensing system	US\$ 23,200
Customs training	US\$ 56,000
Establishment and enforcement of legislation	US\$ 62,000
Alternatives to CFC-12 plan	US\$ 58,000
RMP monitoring	US\$ 31,800

*Project
Milestones:*

Establishment and enforcement of legislation including licensing system	
Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	2
Establishment of licensing system	24
PCRs	30

Customs Training

Task	Date (months after legislation put into place)
Establish MOU with country	3
Phase I training completed	6
Phase II training completed	12
Monitoring/evaluation report	18
PCRs	24

Alternatives to CFC-12 plan

Task	Date (months after legislation put into place)
Establish MOU with country	3
Training of technicians completed	6
Training of industrial users completed	12
Certification of technicians	18
Monitoring/evaluation report	24
PCRs	24

Title: Guyana

Objectives: Assist the Government of Guyana with the implementation of activities following the review of its Refrigerant Management Plan (RMP) in accordance with the approved Executive Committee guidelines.

Description: Guyana has reviewed the status of implementation of its RMP and identified the following additional and complementary activities to be funded by the additional 50% window as per the revised RMP guidelines (Decision 31/48):

1. Training programme on good practices in refrigeration: Complementary Phase II training of 400 technicians, monitoring, reporting and evaluation

2. Training programme for customs officers on monitoring and control of ODS: Complementary Phase II training of 200 customs and enforcement officers, implementation of import / export licensing system, labelling standards, monitoring, reporting, evaluation
3. Recovery & recycling programme: Complementary purchase of R&R equipment, R&R seminar to be held by local trainers, monitoring, reporting, evaluation.

*Expected
Outputs:*

- Continuation and completion of RMP activities
- Coverage of additional regions of economic interest
- Phase II training of 400 refrigeration service technicians
- Phase II training of 200 customs and enforcement officers
- Implementation of import / export licensing system
- Operational R&R system for CFC-12
- Monitoring, reporting, evaluation of RMP activities
- Compliance with phase out commitments

Time Frame: 24 months after approval

Cost: US\$ 65,500 (excluding agency support costs)

*Project
Milestones:*

Task	Date (months after project approval)
Purchase & disseminate R&R demonstration equipment	3-6
Operational import/export licensing system	3-6
Labelling standards	3-12
Phase II training of 400 technicians	6-24
Phase II training of 200 customs officers	6-24
R&R seminar	6-12
Operational R&R system	6-24
Monitoring, reporting, evaluation	3-24
PCRs	24

3) NON-RECURRING ACTIVITIES

STRATEGY DEVELOPMENT AND COMPLIANCE ASSISTANCE:

Title: **Formulation of National Phase Out Strategies and Capacity Building for New Parties**

Objectives: Rapidly build the capacity of new Parties **Cambodia, Cape Verde, Sierra Leone, Somalia** to implement the Montreal Protocol and achieve compliance:.

Description: This project aims at giving urgent assistance to Cambodia, Cape Verde, Sierra Leone and Somalia. They ratified the Protocol in 2001 and now need urgent assistance to enable them to implement its provisions and achieve compliance. The project has been developed in the context of the Framework on Objectives, Priorities, Problems and Modalities for Strategic Planning of the Multilateral Fund in the compliance period. The project will enable UNEP to assist these countries to:

- Set up National Ozone Units (NOUs)
- Prepare a licensing system and national phase out policy
- Establish a National Compliance Plan
- Set up systems for monitoring, data collection and reporting
- Conduct some initial awareness raising among government ministries, importers and major users

The funds requested are estimated on the basis of experience acquired implementing the Montreal Protocol in countries with comparable characteristics. They will support the preparation of Country Programmes/Refrigerant Management Plans and Institutional Strengthening for 3 years, together with preparation of licensing systems, data collection systems and awareness raising. Given the late start of these countries, it will be helpful to approve these funds up front rather than following the traditional course of waiting for the Country Programme to be prepared before approving other necessary funding.

Time Frame: 36 months after project approval (see separate project proposal)

Cost: US\$ 440,000 (excluding agency support costs) – divided \$200,000 for the formulation of National Compliance Plans and \$240,000 for Institutional Strengthening and other proposed activities.

Project

Milestones:

National Phase out Strategy

Task	Date (months after project approval)
Signature of agreement	2
Establishment of NOU	3
National Team established	4
First mission of UNEP	4
Data Survey completed	7
Second mission of UNEP	9
First draft of the National Phase Out ready	11
Final National Phase Out Strategy	13
Submission of PCR	19

Capacity Building

Task	Date (months after project approval)
Selection of Ozone Officer	1
Signature of Agreement	2
Establishment of NOU	3
Establishment of data collection system	5
Establishment of National Committee for preparation of the legislation	6
First draft of ODS legislation prepared	9
Establishment of national legislation	12
Submission of PCR	18

Title: **Action Plan for Integrated Training and related Non-Investment activities to support the phase out of ODS in the solvent sector in the SMEs in India**

Objectives: This project proposes to assist India, in co-operation with national level industry associations like Indian Chemicals Manufacturers Association (ICMA) and research institutions like Indian Institute of Chemical Technology (IICT), Hyderabad in developing an overall strategy for the solvent sector which would cover both non-investment and investment activities to support the phaseout of ODS in the solvent sector and assist India in meeting its 2005 and 2007 commitments for this sector. The aim of the project, at the operational level, is to develop approaches for assisting small and medium enterprises that use solvents, including training, Alternative Technology Centres, information dissemination and other non-investment activities. The project would also assess what investment activities are

required to phase out ODS use in the solvent sector. The Action Plan will be prepared with UNIDO and the World Bank and benefit from their experience and information gained in implementing the investment activities in this sector already approved by the Executive Committee. The project will complement the investment activities in this sector and facilitate India in meeting with its Montreal Protocol commitments.

- Objectives:*
- Prepare an action plan for the phase out of ODS in the solvent sector in India, including investment and non-investment activities.
 - Improve monitoring and data reporting in the solvent sector.

Expected Outputs: Compliance by India with the phase out commitments of 2005 and 2007 for the Ozone Depleting Substances used in the solvent sector and the requirements of Article 7 of the Montreal Protocol.

Description: See separate project proposal.

Time Frame: 18 months, beginning January 2002

Cost: US\$ 169,000 (excluding agency support costs)

Project Milestones:

Task	Date (months after project approval)
Phase I completed	6
Phase II completed	15
Phase III completed	18
Submit PCRs	24

METHYL BROMIDE:

Title: **Enhancing the capability of local agricultural organizations and non-governmental organizations in methyl bromide communication for Malaysia**

- Objectives:* General
- To raise awareness among methyl bromide users in Article 5 countries about the methyl bromide phase out, the availability of alternatives and actions that can be taken to phase it out;
 - To enhance the capacity of agricultural organisations and non-governmental organisations in promoting methyl bromide alternatives; and
 - To disseminate information to farmers about effective alternatives that have been successfully identified in ongoing demonstration projects by other implementing agencies.

Specific

- To implement communication programmes in selected Article 5 countries to educate methyl bromide users about the methyl bromide phase out, results of demonstration projects and how to adopt alternatives.

Description:

UNEP will implement this communication programme in Malaysia, one of Article 5 countries who might have problems meeting the 2002 freeze, and whose consumption is increasing. This project is part of the methyl bromide communication programme that UNEP is implementing currently for 13 countries. Malaysia will be the 14th country under this programme.

At present, Malaysia has a reasonable to low level of awareness about the methyl bromide issue. In consultation with National Ozone Unit, UNEP will form partnerships with agricultural networks and other local or non-governmental organisations that already have strong links with methyl bromide users and awareness of how to conduct outreach to farmers most effectively. Awareness-raising activities will also be done in close co-operation with Implementing Agencies to communicate the results of demonstration projects; highlight effective alternatives identified and promote development of investment projects to meet the controls of the Montreal Protocol.

Malaysia's methyl bromide consumption for 2000 is shown to be 60.6 ODP tonnes, mostly on post-harvest uses. At present, only one demonstration project has been approved for Malaysia on alternatives to treat timber. Awareness on the efficacy of the alternatives in other applications is needed.

UNEP will also build on its existing working relationship with the FAO through their local offices and projects to implement the above-proposed activities, and look at local agricultural institutes in Malaysia who can contribute to ensuring that this project meets its objectives.

Components

The communication programmes will be carried out on a national level by disseminating information through a variety of channels to ensure that a large number of methyl bromide users, including licensed fumigators are reached. Outreach activities for these MB users will include the following:

- Using existing agricultural networks, training programmes and NGOs and existing Farmer Field Schools of the FAO.
- Using the media to raise awareness
- Holding meetings to show how alternatives work.

Targets

Methyl bromide users, fumigators, agricultural organisations, extension

agencies and other NGOs that work closely with methyl bromide users.

Outputs

- Increased awareness among methyl bromide users about the methyl bromide phase out and the existence of alternatives through the adaptation of UNEP's existing methyl bromide publications into the local dialect and disseminating these to methyl bromide users through local events.
- Increased capacity of agricultural institutes and local organisations in promoting methyl bromide alternatives, which would lead to educating more methyl bromide users in future on these alternatives using already existing documentation.
- Baseline Surveys of the level of awareness of methyl bromide users in target countries before and after the communication programmes have been implemented to assess whether awareness has increased and identify remaining barriers preventing adoption of alternatives.
- Final Report prepared by UNEP outlining and evaluating the specific activities and organisations involved in raising awareness in the target countries.

Time Frame: January 2002 - December 2002

Cost: US\$ 25,000 (excluding agency support costs)

Project Milestones:

Task	Date (months after project approval)
Agreement with country	January 2002
Identification of NGO	February 2002
MOU with NGO	April 2002
Preliminary report	3 months after agreement is signed
Final report	9 months after the agreement is signed

***Title:* Awareness Raising Workshop in China to support ratification of the Copenhagen Amendment**

Objectives:

- To increase political awareness at a high level on the need and importance for China to ratify the Copenhagen Amendment to the Montreal Protocol, with the end in view to ensure that China ratifies this Amendment by 2002.

- To encourage Chinese methyl bromide users to lobby for the ratification of the Copenhagen Amendment.

Description:

China's present situation as one of the countries that still has to ratify the Copenhagen Amendment is becoming increasingly relevant especially as China is one of the methyl bromide producers in Article 5 countries, and their methyl bromide consumption is the highest among all the Article 5 countries. In 1999, they reported a consumption of 1,598 ODP tonnes.

This activity is aimed at continued momentum of efforts to enable China to ratify the Copenhagen amendment. Although China already received assistance from the Multilateral Fund for non-investment projects despite the fact that it still has not ratified the Copenhagen amendment, SEPA is requesting for further assistance to now target high level officials from relevant ministries for intensive meetings in order for his ratification to take place in 2002. The methyl bromide freeze begins in 2002, and every effort has to be made in order to assist China to expedite ratification so that all efforts being done to eliminate methyl bromide consumption in A5 countries will not be undermined due to China's continued production and consumption. Increased information dissemination and awareness was also one of the main recommendations in the Strategic Framework to control methyl bromide growth in China.

The main activities of this project will be meetings and workshops with high level officials of both SEPA, the Ministry of Agriculture, and other ministries concerned with methyl bromide use and production in China. High level participation is also expected from all implementing agencies and bilateral agencies to these meetings. The main topics for discussion would be conveying the results of activities undertaken under the Multilateral Fund till now, the benefits of ratification, the availability of alternatives building upon China's commitment to the Montreal Protocol. China will also be made to understand that their continued non-ratification could pose problems for other Article 5 countries that are well on their way to meeting their methyl bromide targets.

Flyers and small brochures in Chinese on results of activities under the Multilateral Fund so far, including Frequently Asked Questions will also be produced to assist in awareness raising.

Expected Outputs:

Ratification of the Copenhagen Amendment by China before the end of 2002

Time Frame:

January 2002- December 2002

Cost:

US\$ 100,000 (excluding agency support costs)

*Project
Milestones:*

Task	Date (months after project approval)
Agreement with country	January 2002
Agreement on workplan	February 2002
Initial meeting with SEPA and MOA	June 2002
High level meeting	September 2002
Final report	2 months after the final meeting is completed

Title: **Techno-Economic Evaluation of Methyl Bromide Alternatives in China***Objectives:*

- To undertake a cost-benefit analysis of methyl bromide alternatives, and its impacts Chinese agriculture.
- To ensure that results of such an analysis will contribute to easier adoption of alternatives in China, leading to a phase out of methyl bromide.
- To convince Chinese farmers that alternatives are economically and technically feasible, and will not have negative impacts on their production.

Description:

A Strategic Framework for Controlling methyl bromide growth in China has been prepared by a technical working group assigned by SEPA with funds from the Multilateral Fund implemented by UNEP. This was submitted to the Executive Committee at its 32nd ExCom meeting. Although this document outlines specific actions that China can undertake in terms of policy and regulations, such actions have been hampered by the fact that there is as yet no indication on the economic impacts of methyl bromide phase out in China, and the adoption of the alternatives. Thus, one of the recommendations from this strategic framework is that further research should be done on possible social and economic impacts caused by the phase out of methyl bromide, hence this project is being proposed.

A similar situation is seen in applications where demonstration projects have been completed. China has found out that there is a hesitation from the agriculture sector, particularly the methyl bromide users on how the shift to alternatives will impact their long-term production.

Realising that agriculture is a very strategic and important sector for China in terms of food supply and security, and that one way to convince methyl bromide manufacturers and users on the effectiveness of alternatives is to demonstrate both technical and economic impacts, this project is prepared to respond to these needs. The main information will be gathered through a survey, which will get the following information:

- Updated methyl bromide main use, consumption and potential use in China based on the information gathered from the Strategic Framework to control methyl bromide Growth;
- Cost-benefit analysis of methyl bromide use and suitable methyl bromide alternatives;
- A general assessment on the alternatives on environment and human health of suitable alternatives;
- Evaluation on the cost and risk for using the alternatives;
- Current, mid- and long-term effects on China agriculture (including the influence on the readjusting the industrial structure, increase of farmers' income and developing agriculture with high quality and high efficiency);
- Possible incentives for methyl bromide phase out (including progress, regulation, policy arrangement, supervising and safeguard measures, government compensation, etc.) and integrated cost assessment.

Once the survey is done, and analysis of the data collected will be validated through at least 2 meetings/workshops with stakeholders, and a final report will be prepared. This report will hopefully assist the country in gathering political support for the ratification of the Copenhagen amendment.

*Expected
Outputs:*

- Increased awareness among methyl bromide manufacturers and farmers on the economic benefits of using methyl bromide alternatives;
- Final report on cost-benefits of using methyl bromide alternatives including specific activities to slowly adopt these considered alternatives; and
- Ratification of the Copenhagen amendment.

Time Frame:

January 2002-December 2002

Cost:

US\$ 80,000 (excluding agency support costs)

Project

Milestones:

Task	Date (months after project approval)
Agreement with country on work plan and specific activities	January-February 2002
Preliminary survey report.	March-August 2002
Workshop 1 to discuss preliminary results of workshops	July 2002
Collecting supplementary information needed, and revising report	August 2002
Workshop 2 on final survey results	September 2002
Writing up the final report	October to November 2002
Discussion of the final report and summing-up meeting	December 2002

TRAINING

Title: **Philippines Training for Customs Officials and Other Key Stakeholders**

Objectives:

- Train customs officers (inspectors, controllers and customs policemen) and other key stakeholders to enable them to identify all controlled substances under the Montreal Protocol and equipment using ODS.
- Provide CFC-detection equipment for major customs entry points in the country.
- Include the above training within the regular customs training programmes in order to reach the totality of the customs officers.
- Create a national database on ODS imports at the Department of Customs.
- Improve existing permit procedures for ODS imports.

Description: Training will be carried out through lectures and hands-on sessions with CFC-detection equipment, and will use Train-the Trainers approach. It will be comprised of:

- Phase I : Selected customs trainers and more experienced customs officers and other key stakeholders (20-25) will be trained as trainers by an international consultant (1 training course)
- Phase II: 350 additional customs officers and key stakeholders will be trained by the local trainers who were trained during the first phase of this Programme (20 training courses).
- Phase III: The results of the training will be monitored and evaluated.

(see separate project proposal)

Expected Outputs: More efficient control of CFC and CFC using equipment upon entrance to the country (see separate project proposal)

Time Frame: 24 months after approval

Cost: [US\\$ 170,250 \(excluding agency support costs\)](#)

*Project
Milestones:*

Task	Date (months after project approval)
Establish MOU with country	3
Phase I training completed	6
Phase II training completed	12
Workshop reports prepared	12
Completion of activities	13
Monitoring/evaluation report	18
PCRs	20

FROM : OZONE CELL

FAX NO. : 91+11+4642175

Oct. 08 2001 08:11AM P2

35th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

GOVERNMENT NOTE OF TRANSMITTAL OF INVESTMENT PROJECTS TO THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL.

PROJECT OF THE GOVERNMENT OF INDIA

The Government of India requests UNFIP to submit the non-investment project listed in Table 1 below to the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol for consideration at its 35th Meeting.

Table 1: Project Submitted to the 35th Meeting of the Executive Committee

No	Name of Recipient Enterprise	Sector/Sub-Sector	ODS phaseout (ODP-MT)	Grant Requested (US\$)	Implementing Agency
1.	Integrated Training and Non-investment Strategy to support the phaseout of ODS in the solvent sector in India	Solvent (non-investment)	-	100,000 + support cost (US \$ 13,000)	UNEP

Name: Usha Chandra
 Designation: Director (Ozone Cell)
 Telephone: 91-11-4642176
 Fax: 91-11-4642175
 E-mail: ozone@del3.vsnl.net.in

Date: 5th October, 2001

ENHANCING THE CAPABILITY OF LOCAL AGRICULTURAL ORGANIZATIONS AND NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS IN METHYL BROMIDE COMMUNICATION FOR MALAYSIA

-----Original Message-----

From: Lee Choong Min [mailto:lcm@jas.sains.my]

Sent: mardi 9 octobre 2001 02:41

To: Mercado Cecilia

Subject: Re: proposed MB project for 2001

Dear Cecilia,

Thank you very much for being so thoughtful. I had spoken to the Agriculture Department who is the Chair of Methyl Bromide Working Group on your proposal and we have agreed to participate in this programme. Some fine tuning to suit the local situation may be needed as the way of MBR usage in Malaysia may be different as compared to others. In Malaysia the farmers are not allowed to carry out fumigation themselves instead by the licensed fumigators but that does not mean that the farmers are not involved in the usage of MB. They too must be educated about the 'bad' of MBR and alternatives that are allowed and available.

If you are agreeable to some fine tuning to suit Malaysia's field requirement, then you can go ahead to include us.

Thank you and best regards.

Lee Choong Min

Head

NOU, Malaysia

PHILIPPINES CUSTOMS OFFICIALS TRAINING

-----Original Message-----

From: ozonsave@phil-ozone-desk.gov.ph
[mailto:ozonsave@phil-ozone-desk.gov.ph]
Sent: vendredi 5 octobre 2001 09:14
To: cecilia.mercado@unep.fr
Subject: approval of the proposed Customs Training project

Dear Ms. Mercado,

This has reference to your e-mail dated October 3, 2001 regarding the proposed customs officer's training. This office has no objections whatsoever with the proposed project and in fact very much thankful for the initiative. We absolutely agree to the said proposal. Thus, we are requesting UNEP to proceed with its submission.

It is however unfortunate that we cannot furnish you, just yet, with the other information you were requesting from us in connection with the proposed customs officers' training. There are items of required data that can only be accomplished by the Bureau of Customs and we cannot act on it in such a short notice. We were given only until today to respond to your e-mail. Hence, we decided that we first manifest our agreement to the proposal and accomplish all the needed information and just send them to you later, at the soonest possible time. We already faxed the proposal to the Bureau of Customs and asked them to accomplish the needed information. We will also inform the World Bank about your proposal and that we have already agreed to it.

Much oblige and more power

PRUDY CALADO

ANNEX B: INSTITUTIONAL STRENGTHENING OF ALBANIA

PROJECT PROPOSAL

Country:	Albania
Name of Project:	Institutional Strengthening and Capacity Building Establishment of Ozone Unit
Sectors covered:	All
Duration of Project:	2002-2004
Total Project Cost:	US\$106,800
Amount Requested from Multilateral Fund:	US\$100,000
National Executing Body:	Ministry of Environment
Implementing Agency:	UNEP

1. Project Description

The National Environmental Agency of Albania currently reorganized to the Ministry of Environment is responsible for matters related to the Vienna Convention and the Montreal Protocol. Currently, the human and technological resources available to address ozone issues are very limited, which is a significant handicap in terms of the implementation of projects and strategies identified in the National Phase Out Plan. Furthermore, the current staff of the National Environmental Agency is unable to adequately monitor and report on ODS consumption in the country. The limited institutional capacity therefore inhibits the Ministry of Environment ability to meet obligations of the Montreal Protocol.

This project will strengthen the national institutional capacity to effectively coordinate and administer the actions outlined in the National Phase Out Plan and RMP of Albania. In addition to the regular activities programmed under institutional strengthening, this project includes monitoring and evaluation activities that permit regular assessment of the implementation of the MP in the country in order to take necessary measures when needed and ensure achievement of compliance of the phase out schedules established. These additional activities are included in the section 5 of this subproject.

2. Project Objectives

The main objective of the project is to strengthen the national capacity in order to facilitate the efficient and effective coordination and administration of ozone matters. More specifically, the project seeks to:

- Establish an Ozone Unit within the Ministry of Environment which will be responsible for administering matters relating to the Montreal Protocol; The Ozone Unit will:

- Coordinate all actions identified in the National Phase Out Plan and monitor their implementation;
- Coordinate all activities of RMP. Monitor and analyze total implementation of RMP and prepare recommendation for improvement of its efficiency;
- Develop a monitoring system for ODS imports in order to comply with reporting requirements of the Montreal Protocol, track progress of ODS phase-out;
- Undertake feasibility study to establish a legal and regulatory system (including a licensing system for ODS import and use, custom taxes on ODS, certification of refrigeration technicians, ban on imports of equipment using or containing ODS) for ODS management. Develop and introduce relevant regulatory acts. Support their implementation;
- Develop a system of incentives and disincentives on the use of ODS and of a quota system for control of imports of ODS;
- Develop public awareness campaigns through the mass media and NGOs to reach an understanding and support of the general public for the phase-out strategy. Develop attractive printed materials in Albanian for wide dissemination. Develop a national TV educational programme on the issue of ozone depletion. Organize other events for awareness raising (competitions, articles etc.);
- Provide regular training to governmental authorities of different level, as well as non-governmental and business sector representatives on general issues of the Ozone Layer protection and related problems;
- Support and encourage local industry and technical institutes to adopt ODS-free substitute technologies. Identify opportunities for bilateral international cooperation;
- Report annually to both the Multilateral Fund Secretariat and Ozone Secretariat on the ODS consumption in the country according to Article 7 of the Montreal Protocol;
- Report annually to the Multilateral Fund Secretariat on the progress of implementation of the National Phase Out Plan.

3. Project Organisation and Management

An Ozone Unit will be established in the Ministry of Environment with the responsibilities listed above. A full time professional officer and assistant (employees of the Ministry) will run the office with the assistance of local consultants and experts on legal and refrigeration technology matters. The Ozone Unit will receive support from the Institute of Statistics, from the Department of Customs and will have access to expertise and all the facilities of other Ministries.

The professional Ozone Officer will be the coordinator of the National Action Plan activities and will report to the Montreal Protocol national focal point for Albania. At the same time he will act as a co-chair the National Executive Committee on Montreal Protocol (which is chaired by the representative of Minister of Environment) and will report to the Committee on the progress of implementation of the Country Programme. The organization of the activities of the office and the reporting procedures will follow the requirements for UNEP DTIE sponsored activities.

4. Project Budget

Item		2002	2003	2004	Total
Staff salaries					
	Ozone Officer	9,400	9,400	9,400	28,200
	Assistant	6,700	6,700	6,700	20,100
	Secretary	2,600	2,600	2,600	7,800
	Sub-total	18,700	18,700	18,700	56,100
Purchase of equipment:	personal computer, printer, modem, software, power regulator, photocopying machine, telephone, fax, mobile phone	10,000			10,000
Sub-contracting professionals	(Refrigeration, legal matters, etc.)	2,000	1,500	1,500	5,000
Public awareness/ training		6,000	4,000	4,000	14,000
Operating costs:	(telecommunication, office expenses, equipment maintenance, local transportation)	4,000	4,000	4,000	12,000
Contingencies		1,300	800	800	2,900
From Multilateral Fund		42,000	29,000	29,000	100,000
Governmental Contribution	(office space, furniture, office maintenance)	3,000	2,000	1,800	6,800
Project Total		45,000	31,000	30,800	106,800

5. Special activities to facilitate and evaluate accelerated implementation of the Montreal Protocol

- a) It is proposed a visit of a National Ozone Officer from a neighbor country with high performance to provide training to the National Ozone Officer of Albania. The candidate could be the NOO from Macedonia and the visit coordinated between UNIDO and UNEP. During this one-week visit the NOO from the neighbor country will provide training to the new NOO of Albania on data collection, legislation and coordination of projects (under the RMP). This visit will be undertaken once the National Ozone Office is nominated and the office is established. This visit will compensate the lack of Regional Network, which has proven effective to new ozone officers in other areas.
- b) It is proposed a visit of the Multilateral Fund Secretariat, one member of the Executive Committee (or the Implementation Committee) and one implementing agency during 2003 in order to evaluate the effectiveness of the projects in implementation and give recommendations.
- c) It is proposed yearly reporting to the Implementation Committee on the benchmarks established in the National Phase Out Plan as the country is classified out of compliance.